

Compte rendu

Ouvrage recensé :

L'État de la nation, de Jean-François Lessard, Montréal, Liber, 2007, coll. « Petite collection », 121 p.

par Philippe Münch

Politique et Sociétés, vol. 27, n° 3, 2008, p. 265-267.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/029857ar>

DOI: 10.7202/029857ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

L'État de la nation, de Jean-François Lessard, Montréal, Liber, 2007, coll. « Petite collection », 121 p.

Dans sa célèbre conférence à la Sorbonne en 1882, Ernest Renan soutenait que les « nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé. Elles finiront. » Depuis une quinzaine d'années, avec l'accélération du processus de mondialisation et de globalisation, cette problématique du déclin et de la fin de la nation agite les sciences sociales. D'un auteur à l'autre, malgré des conclusions différentes, le constat général demeure le même : le monde moderne, tel que constitué depuis les deux derniers siècles autour de l'État-nation, subit des mutations profondes.

Le livre de Jean-François Lessard, *L'État de la nation*, emprunte donc ici un sentier battu sans toutefois tomber dans la voie analytique sans nuance de la fin de la nation. L'auteur affirme d'emblée que la nation est encore « un élément incontournable du paysage politique » (p. 7). Si sa fin n'est pas pour demain, il importe néanmoins, selon le politologue, de montrer sans *a priori* normatif sa « périphérisation », c'est-à-dire l'affaiblissement et le délitement de la nation. C'est le premier objectif de cet essai écrit de façon simple et efficace. Le second consiste à évaluer la portée des transformations en cours et leurs conséquences pour l'ordre politique moderne. Pour y arriver, J.-F. Lessard puise dans une riche littérature scientifique, aussi bien francophone (Bertrand Badie, Dominique Schnapper, Alain Touraine, etc.), anglophone (Ernest Gellner, Benedict Anderson, Susan Strange, Anthony Douglas Smith, etc.), qu'hispanophone (Octávio Ianni, Victoria Camps, Victor Flores Olea, Abelardo Marina Flores, etc.). L'ouvrage est divisé en cinq chapitres répondant au double objectif fixé par l'auteur : 1) Dynamiques nouvelles et déstructuration de l'État ; 2) Restructuration de la nation ; 3) Reconfiguration de l'action politique ; 4) Particularismes et homogénéisation culturelle ; 5) Quel avenir pour la nation ?

Dans le premier chapitre, J.-F. Lessard propose d'étudier l'impact de la globalisation et du néolibéralisme sur la souveraineté étatique. En d'autres termes, il souhaite comprendre comment le rôle de l'État en tant qu'acteur régalién est affecté par les flux transnationaux, regroupés en deux catégories : financiers et économiques / culturels et démographiques. La déréglementation des marchés, conjuguée à la puissance des entreprises mondiales et multinationales, transforme le pouvoir régulateur de l'État. La globalisation perturbe également la culture nationale en favorisant l'émergence d'une culture mondiale soutenue par un immense appareil techno-informatique (cinéma, télévision, Internet). Cette culture nationale est aussi mise à l'épreuve par l'immigration et le développement d'une société multiculturelle dans laquelle l'immigrant peut désormais préserver son identité. On est passé d'une politique d'assimilation à une politique d'intégration qui mine la capacité de l'État à définir l'identité nationale. Face aux différents flux transnationaux, l'État est donc « dépassé » et « déstructuré-restructuré » (p. 15 et 25), nous dit

J.-F. Lessard. L'État s'éloigne de la nation, il se dissocie de son allié le plus fidèle depuis la Révolution française.

La restructuration de l'État n'est pas sans conséquences sur la nation. C'est l'objet du deuxième chapitre. J.-F. Lessard propose d'observer la fragmentation de la nation sous le poids des nouvelles logiques mondialisées. Les flux migratoires brisent le cadre homogène et unitaire de la nation, tel que raconté et imaginé à l'âge du nationalisme. En plus de pouvoir préserver son identité dans la société d'accueil, l'immigrant peut garder des liens avec sa culture d'origine par le biais de réseaux transnationaux, rendus possibles par l'essor des nouvelles technologies de la communication (téléphonie par satellite, avion, Internet). De plus, la société multiculturelle aux allégeances «mouvantes», «non hiérarchisées» et «sectorielles» (p. 43) est consolidée par des entrepreneurs identitaires qui cherchent à renforcer les particularismes religieux, communautaires ou politiques. La communauté imaginaire nationale est ainsi morcelée «en de multiples communautés imaginaires» (p. 45). Parallèlement à cette fragmentation se constitue une nouvelle communauté imaginaire mondiale qui nécessite le développement d'un temps mondial alimenté par les flux transnationaux, les nouvelles technologies de la communication et de l'information et l'idéologie sous-jacente aux médias, qui diffusent un récit narratif commun construit autour de concepts clés tels que la liberté, les droits de l'homme et la démocratie.

Le troisième chapitre est consacré à l'étude des effets de la fragmentation de la communauté imaginaire nationale observée dans le chapitre précédent. L'auteur cherche à montrer que la «périphérisation» de la nation entraîne une sérieuse reconfiguration de l'action politique. Les avantages nationaux sont remis en question. Par «avantages nationaux», le politologue fait référence à des éléments constitutifs de la nation qui ont une incidence positive sur la collectivité. La nation assure ainsi une cohésion (sentiment unificateur) en créant un espace commun dans lequel le citoyen peut participer et s'identifier (identité collective, idéal national). Or la déstructuration de la nation effrite la souveraineté et la légitimité politique. L'État adopte une perspective globalisante, les enjeux dépassent le cadre national, les lieux de pouvoir et de revendication se multiplient et les citoyens se désintéressent de la politique. La marginalisation de la nation a pour résultat de complexifier les actions collectives qui doivent désormais s'articuler autour d'un espace multiple et dénationalisé.

Dans un quatrième chapitre particulièrement intéressant, J.-F. Lessard tente de dépasser le débat sur l'ethnicité de la nation en utilisant les travaux d'Anthony Douglas Smith, qui développe une position théorique mitoyenne entre les primordialistes et les modernistes. Ce dernier défend la thèse selon laquelle la nation est un phénomène moderne qui s'inscrit dans une continuité historique qui inclut les facteurs identitaires antérieurs à la modernité. La nation a une histoire; elle se construit à partir d'une identité ethnique déjà existante et à partir d'un groupe ethnique dominant qui finira par s'imposer par l'entremise de l'État moderne et ses élites. Aujourd'hui, plusieurs indicateurs montrent que les récits nationaux dominants sont en crise, notamment la dénonciation par les nouvelles élites des dangers du nationalisme et la déterritorialisation engendrée

par les flux transnationaux. L'affaiblissement de l'identité nationale, accompagné par la montée des revendications particularistes et ethniques, participe à la constitution d'un monde où règne de plus en plus la « polyethnicité ». La nation est à la fois minée de l'intérieur, par des clivages ethniques, et de l'extérieur, par l'émergence d'une culture mondiale et d'une société-monde.

La nation est donc traversée par deux tendances contradictoires : une polyethnicisation (particularisation) de la société et une homogénéisation culturelle liée à l'essor de la société-monde. Dans ce contexte spécifique qui remet en question le cadre national comme lieu unique de légitimité, comment assurer le lien politique et la démocratie ? L'auteur tente de répondre à cette question dans un cinquième chapitre plus modeste, rédigé sous forme de conclusion ouverte. Il rejette la solution cosmopolite fondée sur le morcellement de la souveraineté et une citoyenneté postnationale arrimée aux nouveaux lieux de pouvoir. Au lieu de favoriser la participation politique, une citoyenneté à appartenances multiples accélérerait au contraire la dépolitisation de la population. J.-F. Lessard plaide plutôt pour un « approfondissement des communautés politiques existantes » (p. 110). La nation demeure encore le lieu privilégié du vivre-ensemble.

Au-delà de ce souhait, l'auteur reste finalement très vague sur la solution à apporter aux transformations du monde moderne. Aucune piste réelle de réflexion n'est abordée, laissant ainsi le champ libre aux thèses néolibérales ou cosmopolites. Cela ne constitue pas le seul manque de l'ouvrage. Lessard n'aborde jamais la question des flux transnationaux en fonction de la construction de l'Union européenne. L'intégration continentale européenne constitue pourtant un défi majeur pour la nation qu'il aurait fallu aborder malgré les contraintes d'espace liées à la « petite collection ». Le politologue passe aussi sous silence ce qu'on pourrait appeler le « moment majoritaire ». Dans plusieurs pays occidentaux s'est posé récemment le problème des limites de la liberté religieuse et du respect de la diversité. Cette problématique s'est traduite par différents débats : sur le foulard islamique dans les écoles en France, sur la tenue de la burqa en Angleterre ou aux Pays-Bas et sur les accommodements raisonnables au Québec. On assiste donc à un réveil des groupes ethniques majoritaires face à la montée des revendications particularistes, nuanciant de la sorte la thèse de l'affaiblissement de la nation.

Malgré ces limites ou ces manques, l'ouvrage présente de grandes qualités, à commencer par une analyse générale fine, nuancée et équilibrée d'un sujet particulièrement pertinent, le tout dans une écriture impeccable sans jargon ni fioriture littéraire. Le livre demeure ainsi très accessible aux non-initiés et présente clairement la pensée de grands auteurs de ce domaine. Il a surtout comme mérite important d'étudier à la fois les flux transnationaux économiques, culturels et démographiques. Le phénomène de la polyethnicisation de la société est intelligemment lié au processus de globalisation. Cet essai constitue donc une excellente introduction aux différentes problématiques soulevées par l'impact de la globalisation sur l'État-nation.